

## MEXIQUE

Le Mexique affiche l'un des plus grands écarts de PIB par habitant par rapport à la moitié la plus riche des pays de l'OCDE, ce qui s'explique presque entièrement par le déficit persistant de la productivité du travail. La politique mexicaine de la concurrence s'aligne peu à peu sur les meilleures pratiques internationales, mais de nouvelles mesures sont encore nécessaires dans les domaines ci-dessous pour combler le retard observé en termes de productivité.

### Priorités fondées sur des indicateurs

#### Améliorer les résultats scolaires dans l'enseignement primaire et secondaire

Les scores obtenus aux tests du Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) sont moins bons que dans la plupart des pays de l'OCDE, ce qui constitue un frein pour la croissance de la productivité et l'adoption des nouvelles technologies.

**Mesures prises :** Dans le cadre de l'Alliance pour la qualité de l'éducation conclue entre le gouvernement et le principal syndicat d'enseignants, les dépenses d'infrastructures scolaires ont été accrues et environ 20 000 établissements ont été rénovés. En 2010, une prime a été versée aux écoles ayant obtenu de bons résultats à l'évaluation nationale des élèves.

**Recommandations :** Renforcer les mesures de soutien aux écoles pour qu'elles s'attachent à améliorer l'efficacité de l'enseignement et obliger les enseignants et les chefs d'établissement à rendre compte des résultats obtenus par les élèves. Définir des normes nationales claires concernant les méthodes pédagogiques et les compétences des élèves, en fonction d'un programme scolaire national. Améliorer la préparation initiale et professionnaliser le recrutement, la sélection et l'évaluation des enseignants, et lier leur évolution professionnelle aux besoins des établissements. Renforcer la direction et la gestion des établissements scolaires, promouvoir concrètement leur autonomie et encourager la participation sociale.

#### Réduire les obstacles à l'entrée des entreprises sur le marché

Les obstacles réglementaires à l'entrée dans les grandes industries de réseau (télécommunications et électricité) et la lourdeur des procédures de création d'entreprise nuisent à la concurrence et à la croissance de la productivité.

**Mesures prises :** Avec l'aide de l'OCDE, le gouvernement a lancé en 2007 un processus destiné à renforcer la compétitivité du Mexique grâce à des réformes de la réglementation et de la politique de la concurrence. La mise en place d'un guichet unique en ligne pour la création d'entreprises, qui a sensiblement réduit la durée des procédures, est l'un des résultats de cette initiative. Les autorités ont également instauré la portabilité des numéros de téléphone et octroyé des autorisations pour la commercialisation ou la revente de services de téléphonie mobile. En 2010, deux adjudications ont été organisées dans le secteur des télécommunications (fréquences radioélectriques et réseau de fibre optique noire).

**Recommandations :** Faire en sorte que les réglementations proconcurrentielles favorisant l'entrée de nouvelles entreprises dans les industries de réseau soient plus efficaces et puissent être mieux appliquées. Lever les obstacles juridiques aux investissements privés dans les secteurs de l'électricité et de la téléphonie fixe. Alléger les formalités administratives requises pour la création d'entreprises.

#### Réduire les obstacles aux prises de participations étrangères

Les restrictions à l'IDE qui subsistent dans certains secteurs font obstacle à la concurrence et à l'innovation.

**Mesures prises :** Une nouvelle loi réduisant les restrictions aux prises de participations dans les télécommunications a été votée par la chambre basse du Congrès. Elle devrait être approuvée prochainement par la chambre haute.

**Recommandations :** Assouplir les restrictions concernant l'IDE dans les services et les infrastructures, en particulier dans les secteurs de l'électricité et de la téléphonie fixe.

### Autres grandes priorités

#### Améliorer le respect du droit

Un certain manque de sécurité juridique freine la concurrence et l'investissement.

**Mesures prises :** Une réforme tendant à renforcer le droit de la concurrence a été votée par la chambre basse du Congrès et devrait être approuvée prochainement par la chambre haute. Au début de 2010, le président a engagé une révision générale des réglementations en vigueur, dont l'un des objectifs est d'accroître la sécurité juridique.

**Recommandations :** Améliorer le respect du droit en précisant les droits de propriété et en assurant une application plus efficace et plus prévisible de la législation. Dans le domaine du droit de la concurrence, renforcer les pouvoirs d'investigation de la commission de la concurrence (la CFC), augmenter le niveau des amendes en cas de collusion et réduire la durée des procédures judiciaires en réformant le système d'appel (*amparos*).

#### Réformer la compagnie pétrolière publique

La faiblesse des mesures d'incitation à l'efficacité, en matière d'exploitation et d'investissement, a contribué à faire baisser la production de pétrole.

**Mesures prises :** La réforme générale du secteur de l'énergie mise en œuvre en 2008-09 a notamment permis d'accroître l'indépendance et les responsabilités de PEMEX et d'instaurer des primes de résultats pour les sous-traitants, en fonction d'objectifs préétablis. Le partage des bénéfices et des droits de propriété sur les hydrocarbures n'est toutefois pas envisagé. Les investissements de PEMEX ne seront pas soumis à la règle d'équilibre budgétaire.

**Recommandations :** Améliorer la gouvernance de PEMEX et responsabiliser davantage l'entreprise pour qu'elle fonctionne plus efficacement. Continuer à faciliter le partage des risques et des bénéfices avec d'autres entreprises pour avoir plus largement accès à la technologie. Lever les contraintes qui pèsent sur la production et l'investissement dans le secteur.

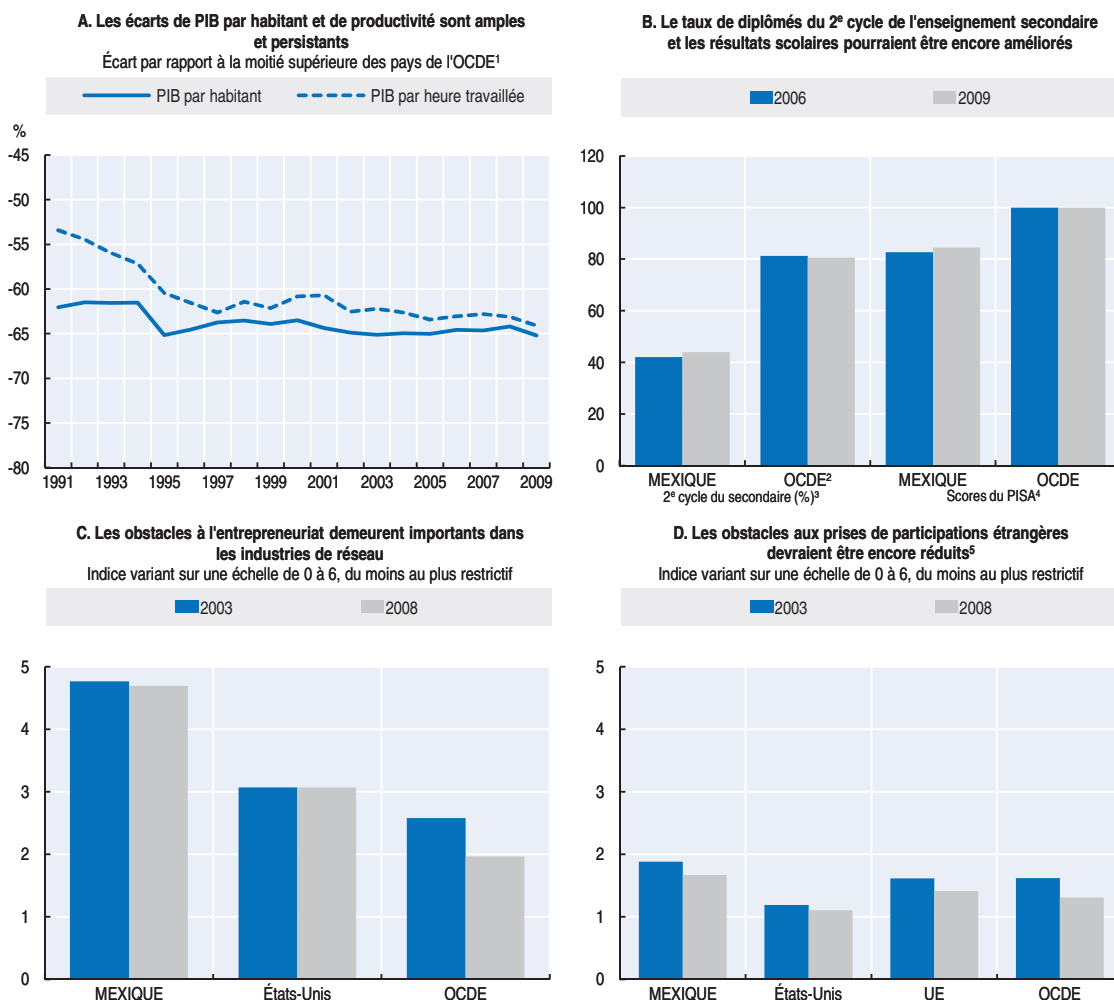
## MEXIQUE

## Indicateurs structurels

Taux annuel moyen de croissance, en pourcentage

	1999-2009	1999-2004	2004-09
PIB par habitant	1.4	1.5	1.3
Utilisation des ressources en main-d'œuvre	0.7	0.7	0.7
<i>dont</i> : Taux d'emploi	0.8	0.8	0.8
Nombre moyen d'heures travaillées	-0.1	0.0	-0.1
Productivité du travail	0.7	0.8	0.6
<i>dont</i> : Intensité capitalistique	..	..	..
Productivité multifactorielle	..	..	..

Source : OCDE (2010), estimations fondées sur la Base de données du n° 88 des Perspectives économiques de l'OCDE : Statistiques et projections.



1. Écart en pourcentage par rapport à la moyenne simple des 17 pays de l'OCDE les mieux classés en termes de PIB par habitant et de PIB par heure travaillée (sur la base des PPA constantes de 2005).
2. Moyenne des pays de l'OCDE hormis l'Australie, l'Autriche, la Belgique, l'Estonie, la France et les Pays-Bas.
3. Somme des taux d'obtention à chaque âge, d'un premier diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire, en 2006 et 2008.
4. Score moyen des élèves en mathématiques, en sciences et en compréhension de l'écrit. Indice, base 100 pour la zone OCDE.
5. L'indice des restrictions réglementaires à l'IDE repose uniquement sur les dispositions juridiques, et ne tient pas compte de la façon dont elles sont appliquées.

Source : Graphique A : OCDE, Bases de données des comptes nationaux et du n° 88 des Perspectives économiques ; graphique B : OCDE (2010), Regards sur l'éducation et OCDE, Base de données de l'enquête PISA 2009 ; graphiques C et D : OCDE, Base de données sur la réglementation des marchés de produits.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932386985>